

ACTUALITÉS BUDGÉTAIRES

1. Dispositif de visioconférence introduit par la loi 3DS

L'article 170 de la loi 3DS prévoit que les conseils régionaux, conseils départementaux et conseils des EPCI peuvent tenir des réunions en plusieurs lieux distincts par visioconférence, sur décision du président et à condition que le conseil se réunisse en présentiel au moins une fois par semestre. **Certains sujets doivent cependant être traités en présentiel, tels que le vote du budget primitif et l'élection du président.**

2. Mise en œuvre de la vague 2 de l'expérimentation du compte financier unique

La vague 1 de l'expérimentation du compte financier unique (CFU) s'est déroulée au printemps 2022 pour les comptes de l'exercice 2021. L'an prochain, ce sont 30 collectivités qui participeront à la vague 2 de l'expérimentation dans le département de l'Hérault.

Pour rappel, **seules les collectivités admises par arrêté ministériel et remplissant les 2 conditions préalables requises** (passage en M57 en 2022 et dématérialisation sur Actes budgétaires) **peuvent participer à la vague 2 de l'expérimentation du CFU**. De plus, tous les budgets ne sont pas éligibles à l'expérimentation du CFU (ex : CCAS, caisses des écoles, groupements d'intérêt public, etc.).

Les ressources nécessaires à la confection des CFU seront accessibles à toutes les collectivités expérimentatrices au 1er janvier 2023. Celles qui le souhaitent peuvent se porter volontaire auprès de leur éditeur de progiciel de gestion financière pour tester le circuit CFU avant le 1^{er} janvier 2023.

Dans le cadre de l'expérimentation du CFU, l'application TotEM a fait l'objet d'une nouvelle version intégrant les fonctionnalités permettant de dématérialiser les maquettes CFU et apportant un certain nombre de correctifs, suite aux difficultés signalées par les collectivités expérimentatrices de la vague 1. Les liens de téléchargement de l'application ont été mis à disposition sur le site collectivites-locales.gouv.fr.

Une foire aux questions et des guides d'utilisation sont également disponibles sur le site internet :

- <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/experimentation-du-compte-financier-unique-cfu>
- <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/faq-cfu>
- <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/quest-ce-que-le-cfu>

En cas de difficultés liées à l'utilisation de l'application TotEM, et en l'absence d'éléments de réponse disponible dans la documentation disponible en ligne, les collectivités peuvent contacter le support utilisateur mise à disposition par la DGCL à l'adresse dgcl-totem-colloc@dgcl.gouv.fr.

3. Passage anticipé à la M57 au 1^{er} janvier 2023

De nombreuses collectivités et groupements ont fait le choix d'anticiper le passage à la M57 au 1^{er} janvier 2023, pour lesquelles de nouvelles règles s'appliquent, notamment les suivantes :

- Le **règlement budgétaire et financier** est obligatoire pour les collectivités ayant opté pour le passage en M57, en vertu des dispositions prévues à l'article 106 de la loi NOTRe. Ce règlement vise à préciser le cadre de l'ensemble de la gestion budgétaire et financière de la collectivité (article L. 5217-10-8 du CGCT). Il doit être adopté avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement de l'assemblée délibérante.
- Le **débat d'orientation budgétaire** (DOB) doit intervenir dans un délai de 10 semaines avant le vote du budget (délai de 2 mois en M14).
- Le montant des **dépenses imprévues** concernant des autorisations de programme ou autorisations d'engagement voté par l'organe délibérant doit s'inscrire dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Les principaux points à mettre en œuvre pour mener à bien la bascule en M57 au 1^{er} janvier 2023 sont listés dans l'aide-mémoire annexé ci-après.

Vous pouvez également retrouver sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](https://www.collectivites-locales.gouv.fr) **une foire aux questions** ainsi que l'instruction budgétaire et comptable M57 :

- <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/le-referentiel-m57-la-foire-aux-questions>
- <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/le-referentiel-budgetaire-et-comptable-m57>

Les services préfectoraux et ceux de la direction départementale des finances publiques de l'Hérault se tiennent à votre disposition pour vous fournir tous renseignements complémentaires qui vous seraient nécessaires.